

Tous les libéraux du pays œuvrent en réalité pour faire respecter les intérêts des minorités et les garantir par les textes de loi et par nos institutions. C'est en effet de cette façon que l'on pourra finalement battre en brèche la menace de séparatisme dans notre pays. C'est ce qui permettra de nous redonner confiance sur cette question délicate du séparatisme sans qu'il nous soit possible à court terme de convaincre les étrangers que la menace est enrayée.

M. Alexander: Vous avez eu dix ans pour le faire.

M. Lang: Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition ne tient pas compte de la valeur exacte du dollar pour nos exportateurs, car il paraîtrait que les coûts élevés reflètent la hausse de nos salaires et de nos prix. Certes les pêcheurs canadiens devraient bénir le ministre des Pêches et de l'Environnement (M. LeBlanc) d'avoir établi la limite de nos eaux à 200 milles et d'avoir enrichi leur industrie.

Des voix: Bravo!

M. Lang: Ils sont avantagés par le prix qu'ils obtiennent pour leurs prises en comparaison des frais qu'ils doivent assumer au Canada. Les agriculteurs de la Saskatchewan, des autres régions des Prairies et d'ailleurs au Canada sont avantagés lorsqu'ils exportent leurs produits et qu'ils touchent entre 45c. et 50c. de plus par boisseau de blé en raison de la dévaluation du dollar.

Monsieur l'Orateur, voilà autant de raisons véritables de rajuster la valeur du dollar canadien, compte tenu de la hausse excessive de nos prix et de nos salaires. C'était là autant de raisons d'imposer le contrôle des prix et des salaires, et les programmes actuels doivent précisément veiller à faire obstacle à ceux qui voudraient abuser de la situation économique actuelle.

Maints porte-parole du monde extérieur ont signalé à quel point la situation économique du Canada s'améliore en comparaison de celle des autres pays. Dans quelques années, lorsque nous aurons écarté la menace du séparatisme, nous en retirons des avantages grâce aux emplois que nous persistons à créer et à la croissance économique que nous cherchons sans cesse à favoriser.

Aucune motion du chef de l'opposition, si déficiente qu'elle soit quant au fond et à la forme, ne saurait faire perdre de vue que la situation économique du Canada est vraiment bonne, compte tenu de l'époque troublée que le monde traverse actuellement. Le gouvernement va continuer de mettre en œuvre des politiques qui sont libres et libérales, et qui offrent à la population la possibilité de gérer leurs propres affaires avec toute la liberté possible, de voyager . . .

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre des Transports, mais son temps de parole est écoulé. Il peut poursuivre avec le consentement de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, nous venons de voir un exemple vivant de ce qui va mal dans le pays en la personne du ministre de presque tout, le ministre des Transports (M. Lang), qui est à la fois chargé de

Le dollar canadien

la Commission canadienne du blé, ministre de la Justice, ministre de la Main-d'œuvre, de l'Emploi et de l'Immigration—je le répète, le ministre de tout mais le maître de rien. Le ministre vient de nous sermonner, et je vais essayer de résumer ce qu'il nous a dit en termes raisonnables. J'ai suivi avec beaucoup d'attention le raisonnement brillant et subtil qu'il vient de nous présenter. Apparemment, si le bœuf haché coûte \$2 la livre, si le taux d'intérêt est passé à 11¼ p. 100, si le dollar est tombé à 83c. et si l'essence se vend plus de \$1 le gallon, le gouvernement n'y est absolument pour rien. La faute en revient d'une part à l'opposition et de l'autre à René Lévesque.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: C'est là un véritable tour de force, un coup monté de la part d'un ancien doyen de faculté de droit. A mon avis le gouvernement PQ a été élu parce que les Québécois tout comme l'ensemble de la population de notre pays en ont plus qu'assez du gouvernement libéral.

● (1630)

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: C'est pour cela. Il y a quelques années, un nommé Bourassa au Québec affichait déjà la même attitude que le gouvernement fédéral avec l'ensemble des Canadiens aujourd'hui, à savoir que tout ce qu'ils font c'est bien. Quand des difficultés survenaient, M. Bourassa les mettaient sur le compte des séparatistes provinciaux et jamais sur celui de son propre gouvernement. C'est la même attitude qu'adoptent actuellement les libéraux qui rejettent sans cesse la faute sur l'opposition. Le ministre avec sa modestie et sa haute considération pour l'opposition vient de quitter la Chambre.

Des voix: C'est une honte!

M. Broadbent: S'il y a bien une chose que les libéraux ne peuvent pas supporter d'entendre dire, c'est la vérité.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Chaque fois que la vérité leur éclate au visage ils filent.

C'était un spectacle extraordinaire. Je tiens à dire au ministre qu'il a au moins convaincu les ministériels de l'arrière-ban à défaut de tout autre.

M. Paproski: Eux aussi sont partis.

M. Broadbent: La motion dont je croyais que nous parlions se rapportait directement aux problèmes du dollar canadien. J'avais espéré entendre, notamment de la part du ministre qui remplaçait ce soir le ministre des Finances (M. Chrétien), une solide défense des principaux moyens dont le gouvernement s'est servi pour renflouer le dollar. Ils sont au nombre de deux et j'y viendrai dans un instant. Ils ont de graves répercussions dans le monde réel de la finance dans lequel vivent actuellement les Canadiens. Mais pas un mot. Nul n'est venu défendre la politique du gouvernement. Nous n'avons eu droit qu'à un modeste avant-goût de la campagne électorale des Libéraux qui soutiennent que la faute de tous les problèmes qui assaillent le pays revient à tout le monde sauf à eux.